

Communiqué de presse du 47 rue Béchevelin

Depuis le vendredi 8 janvier, le bâtiment situé au 47 rue Béchevelin, juste à côté de l'Espace Communal de la Guillotière, est occupé par des demandeur·ses d'asile, que l'État est censé héberger. Nous ne sommes donc plus expulsables sans une décision de justice.

Ce bâtiment, propriété de Grand Lyon Habitat, est demandé depuis des années par un collectif d'habitant·es du quartier, étant vide et inutilisé depuis l'été 2016. Tout dernièrement, Grand Lyon Habitat a décidé d'y parachuter une "organisation humanitaire internationale". S'il est vrai que celle-ci comptait destiner ce bâtiment à l'aide au logement d'urgence, comme elle l'a affirmé dans les colonnes du Progrès, cette occupation devrait la réjouir.

L'urgence absolue est en effet d'héberger des personnes qui dorment à la rue alors même que c'est à l'État de leur trouver des solutions d'hébergement. Avec cette occupation, ils et elles auront un toit sur la tête. Rappelons que plus de 8% du parc immobilier lyonnais est vide, et près de 3 millions dans toute la France, soit plus que le nombre de personnes à la rue. L'objectif ? Favoriser la spéculation immobilière pour les beaux yeux des propriétaires.

Quant à la Métropole, elle a choisi de court-circuiter toute concertation "démocratique" sur le devenir du bâtiment avec ce projet. La manipulation se veut subtile (installer une fondation avec des visées sociales), elle n'en reste pas moins gestionnaire. D'une main, elle propose des projets sociaux, pour mieux, de l'autre, nous chasser hors de bâtiments ou de quartiers entiers.

Nous nous opposons à ce pouvoir centralisateur qui prétend connaître mieux que nous nos besoins et envies. Personne ne l'a attendu ni au passé pour l'Amphi Z et le collège Maurice Scève, ni au présent pour l'Espace Communal de la Guillotière, le Kluster, la Maison SansSoucis ou récemment le squat solidaire l'Île Égalité de Cusset.

Nous avons donc décidé de prendre part à cette résistance collective qui bourgeoonne partout à Lyon, et notamment à la Guillotière. Les pouvoirs publics veulent virer les pauvres et les habitant·es historiques du quartier, à coup de hausse de loyer, d'expulsions et de destructions de bâtiments, de flics... Nous ne les laisserons pas faire en restant les bras croisés.

Le collectif d'habitant·es du 47 rue Béchevelin

Contact presse : 07 53 75 72 99